

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX

INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 2 (F)

29 septembre 2002

Allocution prononcée par M. **HORST KÖHLER**,
Président du Conseil d'administration et Directeur général
du Fonds monétaire international,
devant le Conseil des gouverneurs du FMI

Allocution prononcée par M. Horst Köhler,
Président du Conseil d'administration et Directeur général
du Fonds monétaire international,
devant le Conseil des gouverneurs du FMI,
Washington, 29 septembre 2002

1. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames, Messieurs, c'est avec le plus grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue, au nom du FMI, à cette Assemblée annuelle. Je tiens à me joindre au Président Macki pour accueillir notre tout nouveau pays membre, l'État du Timor oriental, et présenter aux autorités timoraises tous nos vœux de réussite dans leur tâche d'édification de cette nouvelle nation.

2. Il y a un peu plus d'un an, le monde a été frappé par un événement dramatique. Mais, face à cette attaque contre la stabilité, la paix et la dignité humaine, la communauté des nations s'est montrée à la hauteur du défi et a prouvé qu'elle était capable de s'unir pour créer un monde meilleur. Nous ne devons pas perdre cet élan, mais en tirer parti et renforcer la coopération internationale pour affronter les difficultés futures. Le rassemblement des 184 pays membres du FMI et de la Banque mondiale aujourd'hui témoigne en grande partie de cet effort.

Le processus de mutation engagé par le FMI

3. Il y a deux ans, à notre Assemblée annuelle de Prague, nous avons voulu que notre institution prenne une part active aux efforts déployés à l'échelle internationale pour faire de la mondialisation un outil au service de tous. La mission du FMI telle que nous l'envisageons pour l'avenir en fait une institution qui :

- veille à préserver l'ouverture et le dialogue et à tirer leçon de l'expérience;
- coopère étroitement avec les autres institutions qui ont pour mission de fournir des biens publics mondiaux;
- encourage une croissance économique viable et largement partagée à l'échelle mondiale;
- réunit toutes les compétences qui permettent d'assurer la stabilité du système financier international.

4. Mon rapport au CMFI démontre que nos pays membres, le Conseil d'administration, la Direction et le personnel du FMI ont travaillé dur et qu'ils progressent. Le FMI est devenu plus transparent et plus responsable. Notre examen de la surveillance nous amènera à mieux analyser les vulnérabilités, à prêter davantage attention aux déficiences institutionnelles, et à adapter plus étroitement nos conseils aux

réalités sociales et politiques. Nous attachons une importance accrue aux secteurs financiers et aux marchés de capitaux internationaux. Nous prenons une part active à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Dans nos travaux avec les pays à faible revenu, il est maintenant reconnu que le dispositif des DSRP constitue un moyen efficace pour organiser les stratégies de réduction de la pauvreté et ouvrir la voie aux allègements de dette par le biais de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés. Nous avons intensifié notre programme d'assistance technique et établi des priorités dans ce domaine, sans oublier la création des centres régionaux d'assistance technique dans le Pacifique, aux Caraïbes et en Afrique subsaharienne. Nous nous employons à rationaliser et à recentrer la conditionnalité du FMI, afin de rehausser l'efficacité des programmes et de permettre une meilleure internalisation nationale des réformes. Nous collaborons plus étroitement avec la Banque mondiale et les autres organismes. Et nous cherchons à rester à l'écoute et à encourager la culture du savoir, en particulier avec la création récente du Bureau d'évaluation indépendant. Je suis satisfait de constater que le premier rapport du BEI confirme que nous sommes sur la bonne voie sur le plan des réformes de la conditionnalité et de la surveillance; j'ai constitué par ailleurs un groupe de travail de nos services qui sera chargé de donner suite aux suggestions du rapport en vue d'améliorer encore notre action.

5. À n'en pas douter, notre vaste programme de travail aidera à promouvoir une croissance soutenue et à réduire la fréquence et la gravité des crises financières. Mais ce sont les avantages qu'en retirent nos pays membres qui témoignent véritablement des progrès accomplis. Sur ce plan, nous avons manifestement encore bien du chemin à faire.

L'économie mondiale

6. Notre souci le plus immédiat doit être de relancer l'économie mondiale. Il est évident que des risques et des incertitudes demeurent. Mais nous ne devons pas nous laisser aller à un pessimisme excessif. Nous avons toujours de bonnes raisons d'escompter une poursuite de la reprise. Même si l'aversion au risque semble généralisée, je veux espérer qu'il existe encore des entrepreneurs à la recherche de nouveaux investissements qui ne se contentent pas d'agir par mimétisme. Je suis particulièrement encouragé par les entretiens du Comité monétaire et financier international, qui montrent que nos pays membres sauront comment réagir en cas de nouveaux signes de ralentissement de l'activité économique. La première ligne de défense devrait être la politique monétaire, pour autant que les perspectives d'inflation restent faibles. Je m'attends aussi à un regain de confiance à mesure que les pays avancés prendront des mesures énergiques pour remédier aux obstacles à l'expansion de la croissance. Et je suis conforté par le fait que notre Assemblée annuelle témoigne de la réalité et de la vitalité de la coopération internationale.

7. Les pays avancés ont une responsabilité particulière et doivent montrer la voie pour ranimer l'économie mondiale. Nous comptons sur les États-Unis pour continuer à donner l'exemple et faire le nécessaire pour éviter la réapparition de déficits budgétaires prolongés. Nous comptons sur l'Europe pour rester attachée au Pacte de stabilité et de

croissance et accélérer les réformes structurelles des marchés du travail et des systèmes de retraite. Nous avons bon espoir que le Japon va maintenant mener une réforme vigoureuse de ses secteurs bancaire et des entreprises, et prendre des mesures décisives pour mettre fin à la déflation. Toute action supplémentaire destinée à restaurer la confiance dans les pratiques comptables et le gouvernement d'entreprise sera bienvenue. Nous attendons des pays avancés qu'ils jouent un rôle moteur dans le renforcement du système commercial multilatéral et l'aboutissement des négociations commerciales de Doha.

Lutte contre la pauvreté dans le monde

8. Il est impératif que le FMI, à titre d'institution universelle, soit activement impliqué dans la lutte contre la pauvreté. Monterrey et Johannesburg ont montré la voie avec l'adoption d'une démarche reposant sur «deux piliers» pour vaincre la pauvreté dans le monde : la responsabilité individuelle des pays et le soutien accru de la communauté internationale. Je suis particulièrement encouragé par le fait que c'est aussi l'esprit qui guide le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le FMI continuera à prendre des mesures énergiques — en coopération étroite avec la Banque mondiale — pour aider nos pays membres à faible revenu à promouvoir la stabilité macroéconomique et une croissance soutenue. Nous continuerons à faire preuve de souplesse dans nos apports à l'appui de l'édification des institutions et de la relance économique au Rwanda, en République démocratique du Congo, en Afghanistan et dans d'autres pays qui sortent d'un conflit. Je crois en outre que nous pouvons prendre la parole au nom des pauvres — pour réclamer une croissance plus forte dans le monde, un meilleur accès aux marchés et le démantèlement progressif des subventions génératrices de distorsions des échanges, des apports d'aide plus substantiels et une action plus déterminée pour renforcer les capacités locales. Cela signifie aussi que l'accélération des changements structurels dans les pays avancés est indispensable pour donner une impulsion à la lutte contre la pauvreté.

Investir dans une meilleure mondialisation

9. Nous devons saluer le large et fondamental débat public sur la mondialisation, qui constitue à mes yeux un élément important de la recherche de moyens pour faire de la mondialisation un processus qui profite à un plus grand nombre et pour mieux équilibrer ses risques et ses possibilités. En d'autres termes, l'intégration dans l'économie mondiale doit aller de pair avec des investissements grâce auxquels l'intégration profitera aux populations du monde, et en particulier aux pauvres — des investissements dans de meilleures politiques nationales et dans une meilleure coopération. Cinq principes directeurs se dégagent à mon sens pour investir dans une meilleure mondialisation :

- Premièrement, l'interdépendance. Une plus grande interdépendance signifie qu'aucun pays ne doit ignorer l'impact de son action sur le reste du monde. Cela nous oblige aussi à accorder autant d'attention aux risques qui trouvent leur origine dans les pays avancés qu'aux problèmes des pays à marché émergent ou en développement.

- Deuxièmement, la responsabilité individuelle des pays. Celle-ci va naturellement de pair avec la liberté, la dignité humaine et l'identité nationale. Nos actions doivent la soutenir et l'encourager.
- Troisièmement, la solidarité. La lutte contre la pauvreté dans le monde est l'affaire de chacun. Nous devons tous être engagés activement dans la promotion d'un développement durable d'un point de vue social et environnemental, en aidant les pauvres à s'aider eux-mêmes.
- Quatrièmement, des règles de jeu équitables. Il faut pour cela des institutions solides et un respect de l'état de droit au sein des pays, un processus décisionnel transparent à l'échelle internationale et un processus participatif pour l'établissement de normes et de codes de conduite reconnus universellement, qui servent de règles du jeu pour l'économie mondiale.
- Enfin, cinquièmement, pas de stratégie rigide. Il faut comprendre que la diversité de l'expérience humaine fait partie de la richesse de notre planète. En fait, je considère qu'une certaine concurrence entre les modèles économiques est saine pour l'économie mondiale.

Priorités pour la poursuite de la réforme du FMI

10. Ces principes guident le processus de réforme du FMI. Au delà des initiatives déjà en cours, je suis convaincu que ces principes doivent aussi être fondus dans un concept intégré de complément de réforme, afin de renforcer la confiance et de faire correspondre les capacités du FMI aux besoins de l'économie mondiale. À cet effet, je propose d'agir simultanément dans quatre domaines essentiels.

- Nous devons offrir un meilleur filet de protection aux pays qui mènent une politique économique saine.
- Nous devons formuler une politique plus claire et plus prévisible en ce qui concerne l'accès aux ressources du FMI.
- Il faut établir de meilleurs mécanismes pour s'attaquer aux dettes souveraines non viables.
- Et nos pays membres doivent démontrer leur volonté d'assurer que le FMI dispose des ressources nécessaires pour servir de point d'ancrage rassurant au système financier international.

11. Les pays membres du FMI ont adopté en masse les principes de la démocratie, de l'ouverture et de la stabilité économique. Nous devons maintenant les soutenir et les aider à maintenir le cap. D'une part, nous devons encourager les pays à mettre en place des «pare-chocs» pour faire face à l'instabilité et au risque dans l'économie mondiale. Il

s'agit de régimes de change appropriés, d'une meilleure gestion de la dette et des réserves, de budgets sains qui laissent une marge de manœuvre pour les temps difficiles, de secteurs financiers efficaces et diversifiés, et de filets de protection sociale plus efficaces. Dans le même temps, lorsqu'un pays fait tout ce qu'il peut raisonnablement faire pour pallier les risques de la conjoncture mondiale, nous devons disposer d'un mécanisme pour imprévus qui offre un soutien rapide, efficace et automatique, si ce pays est menacé par les turbulences de l'économie mondiale. Je sais que les avis divergent sur le bien-fondé et la pertinence des lignes de crédit préventives du FMI et nous examinerons cette facilité dans les mois à venir. Je suis convaincu que le principe de base de cette facilité reste valide et que nous devons chercher à le rendre opérationnel.

12. Nous avons essayé de mettre en place une stratégie globale pour la résolution des crises qui combine une politique d'accès plus claire et plus prévisible, notamment une plus grande sélectivité dans les prêts accordés par le FMI, avec une analyse systématique de la viabilité de la dette et de meilleurs mécanismes de restructuration des dettes souveraines non viables. Les secteurs public et privé s'accordent maintenant largement sur la nécessité de restructurer la dette souveraine de manière rapide, ordonnée et moins coûteuse, tout en protégeant la valeur des actifs et les droits des créanciers. Le FMI continuera d'appuyer les efforts déployés pour établir des clauses d'action collective qui pourraient être incluses dans les instruments de la dette internationale. Et je note avec satisfaction que le CMFI nous a encouragés vivement ce weekend à formuler une proposition concrète visant à mettre en place un mécanisme de restructuration de la dette souveraine, qui serait examinée par nos pays membres lors de notre réunion du printemps prochain.

13. Dans un monde où les marchés de capitaux sont intégrés, nous devons savoir que pour aider les pays obtenant de bons résultats à résister aux perturbations de l'économie mondiale, il faut parfois être en mesure de fournir un appui très énergique. Cela ne signifie pas que le FMI doit chercher à égaler le volume des flux de capitaux privés ou devenir un prêteur de dernier ressort à l'échelle mondiale. Le FMI dispose de liquidités suffisantes pour l'avenir immédiat. Mais les marchés et les processus politiques sont tournés vers l'avenir et il ne serait pas prudent de laisser le volume des ressources du FMI diminuer par rapport à la taille de l'économie mondiale. Donc — élément final d'un concept intégré pour la poursuite de la réforme — une attitude ouverte à l'égard d'une augmentation des quotes-parts au FMI au moment approprié doit être considérée comme un investissement important dans une meilleure mondialisation.

14. Dans le même temps, je suis d'avis que la répartition actuelle des quotes-parts au FMI doit être révisée — notamment pour corriger la sous-représentation de plusieurs pays à marché émergent. Nous devons aussi renforcer la voix des pays africains au FMI. Ce seront des mesures importantes pour consolider la nature coopérative de notre institution.

Une morale mondiale pour une économie mondiale

15. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, je suis convaincu que nous pouvons bâtir un monde meilleur si nous sommes disposés à investir dans une meilleure mondialisation. Mais je pense aussi que nous devons élargir notre vision de la gestion publique dans le monde. Les récents scandales dans le monde des entreprises devraient nous rappeler que l'économie de marché et l'esprit d'entreprise doivent signifier autre chose que les seuls profits. Comme l'a dit le Président Vaclav Havel il y a deux ans à Prague, une économie mondiale a besoin d'un sens moral mondial. Je vous encourage à aller voir l'exposition «World Religions, Universal Peace, Global Ethic», organisée par le théologien Hans Küng, qui est en cours actuellement au FMI. Je partage l'avis du Professeur Küng selon lequel le monde ne peut survivre sans une morale mondiale. Et je pense que vous serez frappés par la communauté d'esprit que l'on retrouve entre les grandes religions et philosophies du monde. Et je suis sûr que vous aussi y verrez une autre source d'espoir pour l'avenir de l'humanité.